



**Dossier d'enquête publique
Transfert d'office des voies privées du
lotissement rue du Huit Mai 1945 / place Roland
dans le domaine public communal**

DU 8 décembre au 22 décembre INCLUS

**Enquête publique organisée par Arrêté Municipal
n° 2025/119 DU 20 novembre 2025**

Table des matières

A) OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	3
B) LISTE DES VOIES ET EQUIPEMENTS ANNEXES DONT LE TRANSFERT A LA COMMUNE EST ENVISAGE.....	5
C) ETAT DE LA VOIRIE ET DES RESEAUX	12
D) RAPPEL DE LA PROCEDURE.....	15
E) DEROULEMENT DE LA PROCÉDURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE.....	17
F) CADRE JURIDIQUE.....	19
G) ANNEXES	21
ANNEXE 1 –PROPRIETAIRES RIVERAINS.....	21
ANNEXE 2 – ETAT PARCELLAIRE	21
ANNEXE 3 - DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	22
ANNEXE 4 - Plan d'incorporation de la voirie existante	24
ANNEXE 5 – Arrêté d'ouverture d'enquête publique (Arrêté n° 2025/119 en date du 20 novembre 2025)	25
ANNEXE 6 - Attestations de publication et d'affichage.....	27
ANNEXE 6 : PLAN DES RESEAUX	29

A) OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

La présente enquête publique porte sur le projet de transfert d'office et sans indemnité dans le domaine public communal des voies ouvertes à la circulation publique du lotissement situé rue du huit mai 1945 sur le territoire de la ville de Pont à Marcq.

Cette enquête publique est organisée dans les formes prescrites par les articles L. 318-3 et R. 318-10 du Code de l'Urbanisme et conformément aux dispositions des articles R. 141-4, R. 141-5 et R. 141-7 à R. 141-9 du Code de la voirie routière.

Jusqu'à son incorporation éventuelle dans la voirie communale, les voies et espaces appartiennent aux personnes physiques ou morales indiquées dans le tableau joint.

Le transfert des voies privées dans le domaine public communal prévu par les dispositions précitées de l'article L. 318-3 du code de l'urbanisme est subordonné à l'ouverture de ces voies à la circulation publique, laquelle traduit la volonté de leurs propriétaires d'accepter l'usage public de leur bien et de renoncer à son usage purement privé.

Son statut privé est lié à la préexistence d'un ancien lotissement.

La procédure amiable n'a pu aboutir.

Ainsi, dans un souci d'efficience, la ville a choisi d'engager une procédure de transfert d'office des voiries et équipements annexes du lotissement dans le domaine public communal.

La procédure de transfert d'office de la propriété des voies privées à la circulation publique est prévue par les articles L. 318-3 et R. 318-10 du Code de l'urbanisme.

Conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme, la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans les ensembles d'habitation peut, après enquête publique, être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

La décision de l'autorité administrative portant transfert vaut classement dans le domaine public et éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existants sur les biens transférés.

Par délibération n° D2025-10-01/06 du 1er octobre 2025, la ville a décidé d'engager la procédure administrative de transfert dans le domaine public communal des voiries et équipements annexes du lotissement, voies et espaces privés ouverts à la circulation publique, pour laquelle la commune assurera le rôle de propriétaire/gestionnaire.

En tant que propriétaire de ces voies, la commune assurera ensuite toutes les obligations qui en découlent, dont l'entretien et l'éclairage public. Les projets éventuels de requalification et réaménagement de ces voies pourront également être conduits par la commune.

Il est donc envisagé un transfert d'office sans indemnité dans la voirie communale, après enquête publique, dans les conditions fixées par les articles L 318-3 et R 318-3 du code de l'urbanisme et R 141-4 et suivants du Code de la Voirie Routière.



Fonciers concernés par la procédure de transfert d'office

B) LISTE DES VOIES ET EQUIPEMENTS ANNEXES DONT LE TRANSFERT A LA COMMUNE EST ENVISAGE

Les voies concernées sont détaillées ci-après. Elles sont ouvertes sans restriction à la circulation publique depuis toujours et les services publics de collecte des ordures ménagères sont assurés par la collectivité.

Dénomination de la voie	Parcelle(s)	Nature de l'emprise	Superficie
Poste transfo ENEDIS	Section AA n° 136	voirie	18 m ²
Délaissé le long de la route d'Avelin	Section AA n° 176	voirie	473 m ²
Parking à l'angle de la Rue Nationale et de la rue des anciens combattants et délaissé le long de la rue des Anciens Combattants	Section AA n° 233	voirie	211 m ²
Voiries et place du lotissement : rue du Huit Mai 1945 – Rue du Commandant Bayart et place Roland	Section AA n° 423	voirie	7155 m ²



Identification des points de vues repris ci-après



1_Parking situé à l'angle de la rue Nationale et de la rue des Anciens Combattants



2_Entrée du lotissement rue du Huit Mai 1945



3_rue du Huit Mai 1945



4_Place Roland



5_Impasse place Roland à l'ouest



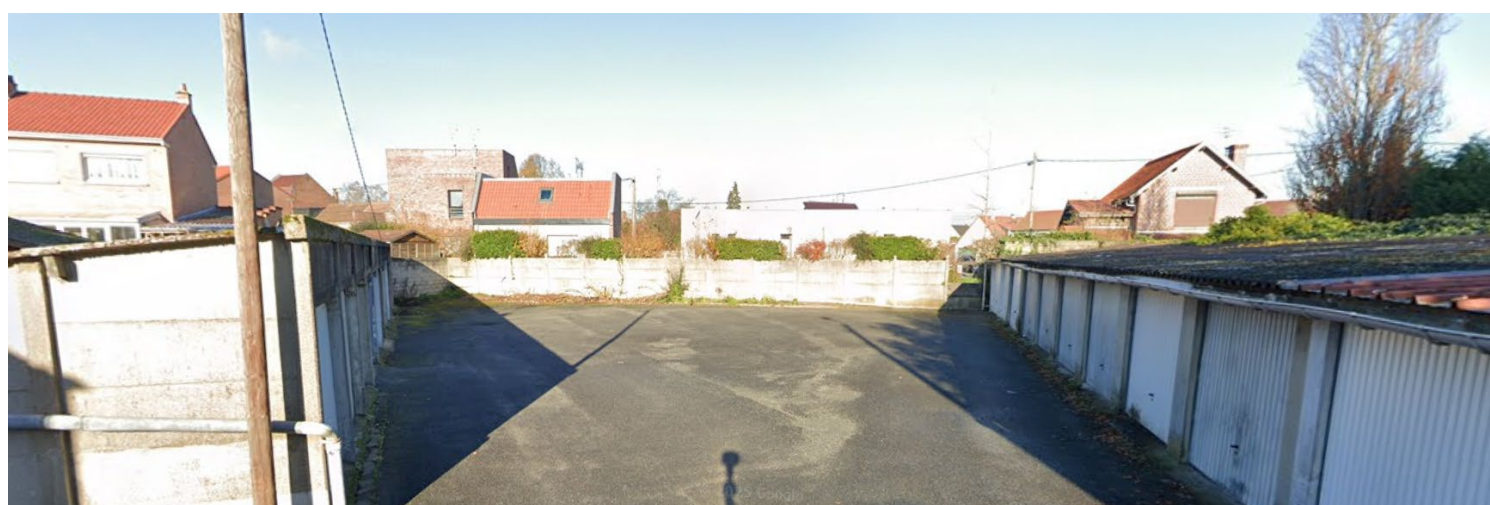
6_Impasse place Roland à l'est



7_Impasse rue du Commandant Bayart à l'ouest



8_Impasse rue du Commandant Bayart à l'est



9_Garages rue du Commandant Bayart à l'est

Il est précisé que les voyettes ne font pas partie de la présente procédure de transfert d'office.



Voyette place Roland (fonds de jardins des parcelles privées AA 157-158 et 159)





Voyette rue des Anciens combattants (parcelle privée AA 125)





Voyette rue des Anciens combattants (parcelles privées AA 227-212 et 213)

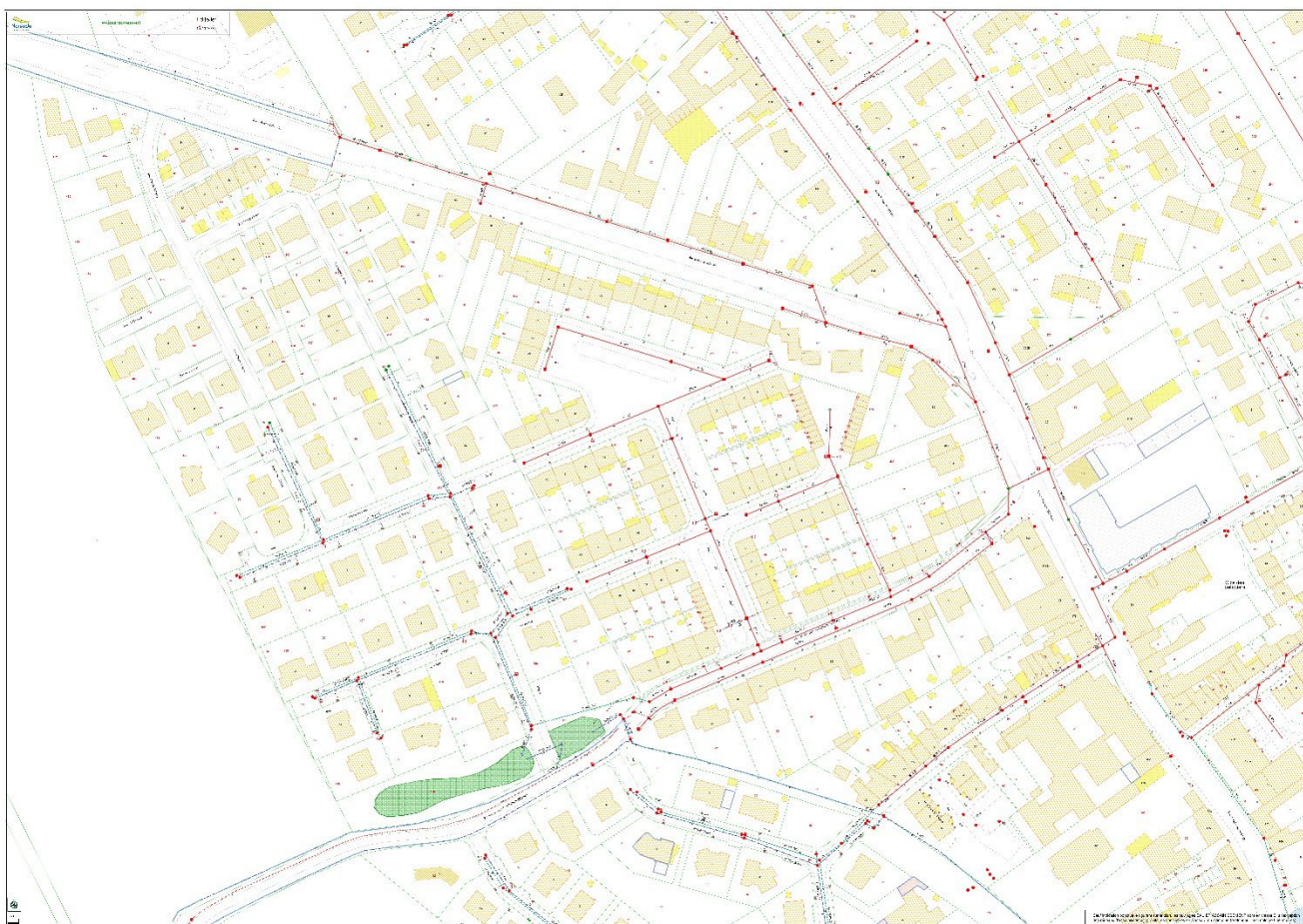


C) ETAT DE LA VOIRIE ET DES RESEAUX

Les voies concernées sont dans un bon état de conservation, tout comme l'ensemble des réseaux. Les emprises concernées par le transfert supportent la présence de divers réseaux enfouis (éclairage public, branchements secs et humides).

A ce jour, les voies sont :

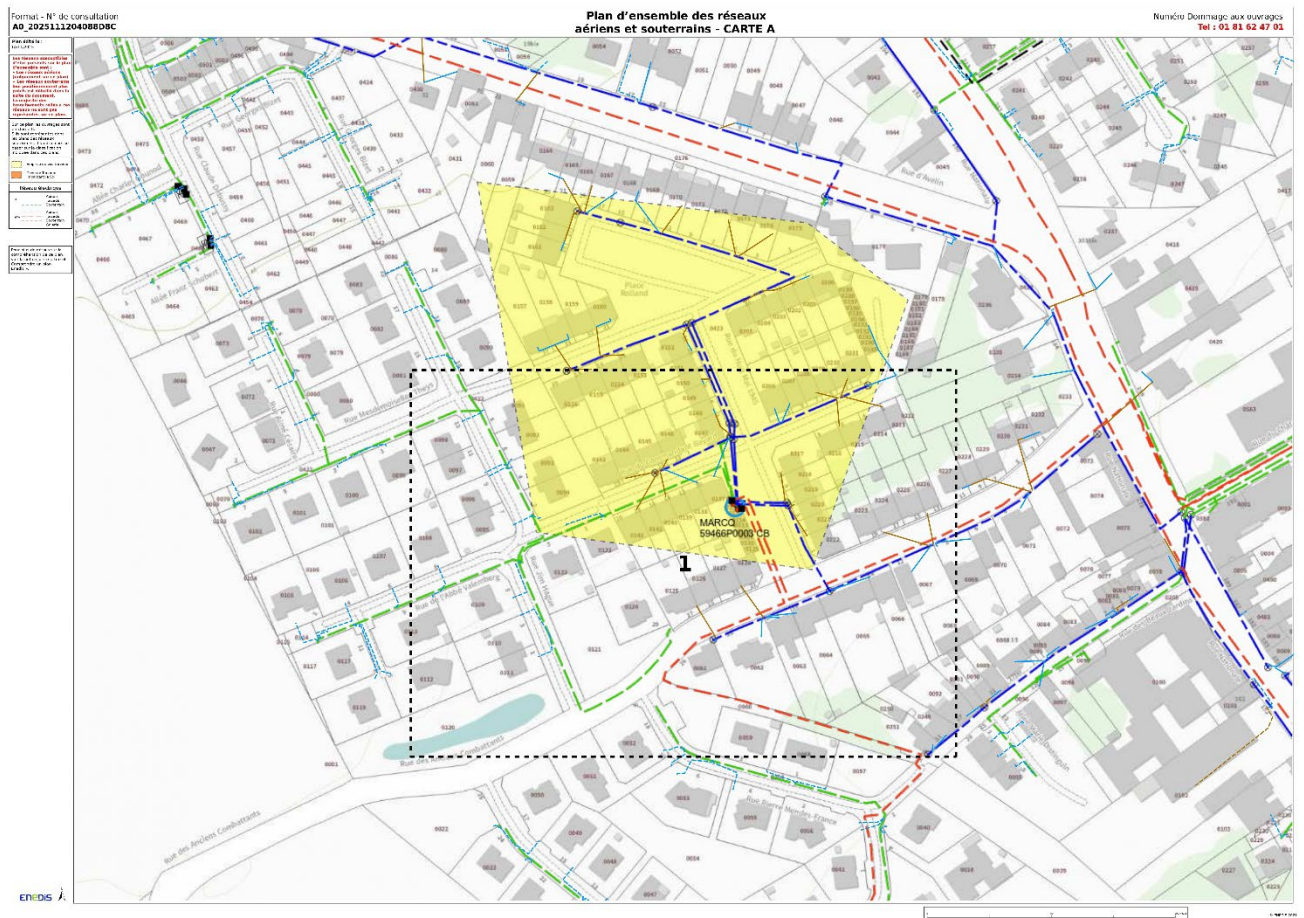
- Entretienues par la ville et aux frais de celles-ci
- Desservies en éclairage public par la ville, à la charge de celle-ci
- Desservies en eau potable et raccordées à l'assainissement collectif dont les réseaux sont gérés par NOREADE



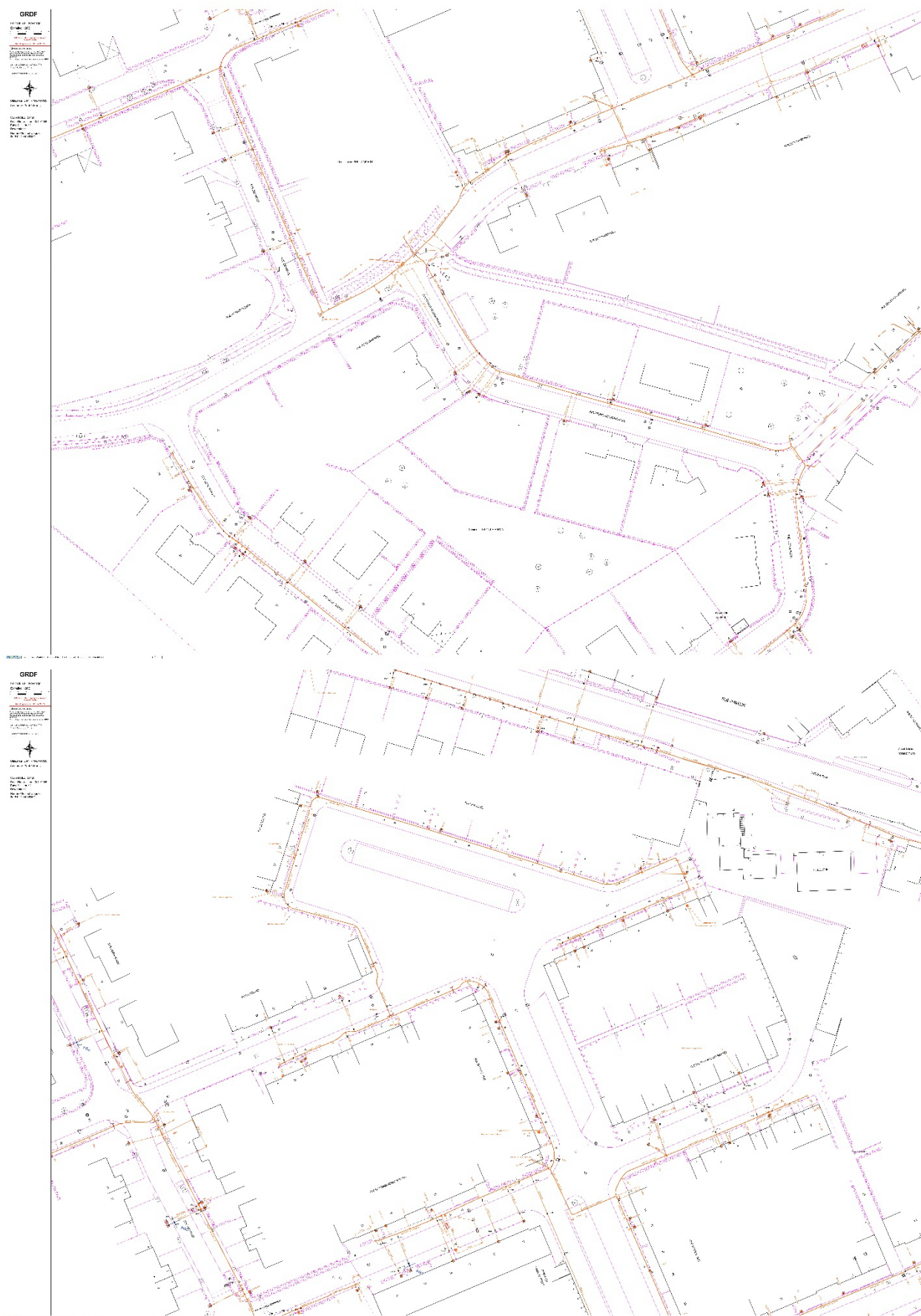
Plan réseau assainissement



Plan réseau eau potable



Plan réseau électrique



Plans GRDF

D) RAPPEL DE LA PROCEDURE

Le classement d'office est une procédure permettant de transférer des voies privées ouvertes à la circulation publique dans le domaine public routier de la collectivité, sur décision de l'autorité administrative. Cette dernière éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés.

Cette décision est prise par Délibération du Conseil Municipal.

1- Le Maire est autorisé par le Conseil Municipal à lancer l'enquête publique

La procédure de transfert d'office doit faire l'objet d'une enquête publique. Elle est initiée par Le Maire après délibération du Conseil Municipal.

2- Déroulement de l'enquête

Le commissaire enquêteur est choisi parmi les personnes figurant sur les listes d'aptitude établies par une commission présidée par le président du Tribunal Administratif (art. R 134-17 du CRPA).

Ne peuvent être désignées pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur ou de membre de la commission d'enquête (art. R 134-17 du CRPA) :

- ni les personnes appartenant à l'administration de la collectivité ou de l'organisme bénéficiaire de l'opération projetée ou participant à son contrôle ;
- ni les personnes intéressées à l'opération, soit à titre personnel, soit en raison des fonctions qu'elles exercent, ou ont exercées depuis moins de 5 ans.

Un arrêté du maire désigne le commissaire enquêteur et précise l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations.

La durée de l'enquête est fixée à 15 jours minimum (art. R 141-4 du Code de la Voirie Routière).

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, l'arrêté du maire est publié par voie d'affiche et éventuellement par tout autre procédé (art. R 141-5 du Code de la Voirie Routière).

Le dossier d'enquête comprend obligatoirement (art. R 318-10 du Code de l'Urbanisme) :

- la liste des voies et équipements annexes dont le transfert à la commune est envisagé
- une note indiquant l'état d'entretien de la voie
- un plan de situation
- un état parcellaire.

Un avis de dépôt du dossier à la mairie est notifié dans les conditions prévues par l'article R 141-7 du Code de la Voirie Routière aux personnes privées ou publiques propriétaires des voies dont le transfert est envisagé.

Les observations formulées par le public sont recueillies sur un registre spécialement ouvert à cet effet.

Ce registre, à feuillets non mobiles, est coté et paraphé par le commissaire enquêteur (art. R 141-8 du Code de la Voirie Routière).

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est clos et signé par le commissaire enquêteur qui, dans le délai d'un mois, transmet au maire le dossier et le registre accompagnés de ses conclusions motivées (art. R 141-9 du Code de la Voirie Routière).

3- Délibération du Conseil Municipal

Le Conseil Municipal doit donner son avis sur le projet dans un délai de 4 mois.

La décision de transfert n'a pas à être motivée (CE, 10 février 1992, Choquette et Gonzalès, n° 107113).

Elle vaut classement dans le domaine public et éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existants sur les biens transférés.

L'acte portant classement d'office comporte aussi approbation d'un plan d'alignement dans lequel l'assiette des voies publiques est limitée aux emprises effectivement livrées à la circulation publique.

4- Saisine du Préfet pour procéder au classement d'office

Lorsqu'un accord unanime des propriétaires intéressés existe, la simple Délibération du Conseil Municipal suffit pour opérer la cession.

Cependant, si les propriétaires ou le propriétaire (lorsqu'il y a un patrimoine unique) sont opposés au projet de classement, la commune doit se tourner vers le Préfet, seul compétent pour opérer, par arrêté, le classement dans le domaine public communal. L'article L 318-3 du Code de l'Urbanisme dispose également que « la propriété des voies privées est transférée sans indemnité dans le domaine public ».

5- Modalités de publicité

Ce transfert de propriété s'analyse comme une transmission de propriété entre vifs d'immeuble, obligatoirement soumise à publicité, en application des dispositions de l'article 28 (1°) du décret n° 55- 22 du 4 janvier 1955.

Aussi, pour être publiée, la décision doit-elle contenir l'ensemble des énonciations prévues par les décrets n° 55-22 du 4 Janvier 1955 et n° 55-1350 du 14 Octobre 1955, c'est-à-dire l'identité des propriétaires, la désignation précise des immeubles concernés par le passage des voies privées dans le domaine public et les références à la formalité donnée au titre du disposant ou dernier titulaire du droit (JO Sénat, 27.11.2008, question n° 3119, p. 2378).

6- Mise à jour du cadastre

La destination dans ou en dehors (déclassement) du domaine public, consécutive à l'approbation, est officialisée par la mise à jour du document cadastral. Le maire transmet au service du cadastre un exemplaire du dossier d'enquête ainsi que la délibération post-enquête.

7- Mise à jour du tableau de classement de la voirie communale

Le tableau de classement unique des voies communales doit être mis à jour suite à la décision de classement de nouvelles voies ou de déclassement de voies existantes.

E) DEROULEMENT DE LA PROCEDURE D'ENQUETE PUBLIQUE

L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête publique jusqu'à sa clôture est le Maire, en vertu des articles R.134-5 et R.134-6 du Code des relations entre le public et l'administration.

La procédure d'enquête publique constituée des phases successives de lancement de la procédure, de déroulement et de clôture de celle-ci, s'effectue dans les conditions ci-dessous précisées.

Le Conseil Municipal a autorisé l'ouverture de l'enquête publique par délibération n° D2025-10-01/06 en date du 1ER octobre 2025.

1- Lancement de l'enquête et information du public

Monsieur le Maire a pris un arrêté n°2025/119 en date du 20 novembre 2025 portant ouverture de l'enquête publique préalable au transfert d'office des voies concernées.

Cet arrêté a précisé le Commissaire Enquêteur désigné, Mme Colette MORICE, l'objet de l'enquête, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête :

L'enquête d'une durée de 15 jours, s'ouvrira à la mairie de Pont à Marcq, du 8 au 22 décembre 2025 inclus.

Cet arrêté a été publié par voie d'affichage en Mairie et dans le lotissement.

Enfin, les riverains du projet ont été informés du lancement de l'enquête publique par courrier recommandé avec avis de réception.

Toutes ces modalités d'affichage, de publication et de notification ont pour but de permettre au public d'être informé de cette enquête.

2- Déroulement de l'enquête et collecte des observations du public

La présente enquête a lieu du **8 décembre au 22 décembre 2025 inclus**.

Elle se déroule en mairie, Place du Bicentenaire, 59710 Pont-à-Marcq.

Le public peut ainsi consulter le présent dossier et consigner ses observations dans ses locaux, durant toute la durée de l'enquête :

- Le lundi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h
- Le mardi de 8h30 à 12h
- Le mercredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h
- Le jeudi de 8h30 à 12h
- Le vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h

Un registre à feuillets non mobiles coté et paraphé par la Commissaire- enquêtrice est joint au présent dossier d'enquête publique.

Les observations formulées par le public sont recueillies sur celui-ci, spécialement ouvert à cet effet.

Les observations pourront également être transmises par écrit à l'attention de Mme la Commissaire-enquêtrice, à l'adresse de la Mairie d Place du Bicentenaire, 59710 Pont-à-Marcq ou par mail à l'adresse enquetepublique@ville-pontamarcq.fr.

Dans le cadre de cette enquête, la Commissaire- enquêtrice assurera 2 permanences à l'Hôtel de Ville aux dates et horaires suivants :

- le samedi 20 décembre de 10h à 12h
- le lundi 22 décembre de 15h30 à 17h30

Enfin, le public peut également prendre connaissance des éléments du dossier par voie dématérialisée via le site Internet de la ville durant toute la durée de l'enquête publique : <https://ville-pontamarcq.fr>

3- Clôture de l'enquête

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est clos et signé par la Commissaire-enquêtrice qui, dans un délai d'un mois, transmettra au maire le dossier et le registre accompagnés de ses conclusions motivées.

Son rapport devra être laissé à disposition du public durant un an.

F) CADRE JURIDIQUE

Les textes législatifs et réglementaires liés à la présente procédure d'enquête sont regroupés ci-après. On y retrouve les dispositions afférentes au Code de l'Urbanisme et au Code de la voirie routière.

DISPOSITIONS AFFERENTES AU CODE DE L'URBANISME :

Article L318-3

La propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations et dans des zones d'activités ou commerciales peut, après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale et réalisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration, être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

La décision de l'autorité administrative portant transfert vaut classement dans le domaine public et éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés. Cette décision est prise par délibération du conseil municipal. Si un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, cette décision est prise par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, à la demande de la commune.

L'acte portant classement d'office comporte également approbation d'un plan d'alignement dans lequel l'assiette des voies publiques est limitée aux emprises effectivement livrées à la circulation publique.

Lorsque l'entretien des voies ainsi transférées entraînera pour la commune une charge excédant ses capacités financières, une subvention pourra lui être allouée suivant les formes de la procédure prévue à l'article 248 du code de l'administration communale.

Article R318-10

L'enquête prévue à l'article L. 318-3 en vue du transfert dans le domaine public communal de voies privées ouvertes à la circulation publique dans un ensemble d'habitation est ouverte à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

Le maire ouvre cette enquête, après délibération du conseil municipal, le cas échéant à la demande des propriétaires intéressés.

Le dossier soumis à l'enquête comprend obligatoirement :

1. La nomenclature des voies et des équipements annexes dont le transfert à la commune est envisagé ;
2. Une note indiquant les caractéristiques techniques de l'état d'entretien de chaque voie ;
3. Un plan de situation ;
4. Un état parcellaire.

Le conseil municipal doit donner son avis sur ce projet dans un délai de quatre mois.

Avis du dépôt du dossier à la mairie est notifié dans les conditions prévues par l'article R. 141- 7 du code de la voirie routière aux personnes privées ou publiques propriétaires des voies dont le transfert est envisagé.

L'enquête a lieu conformément aux dispositions des articles R. 141-4, R. 141-5 et R. 141-7 à R.141-9 du code de la voirie routière.

Les dispositions de l'article R. 318-7 sont applicables à l'enquête prévue par le présent article.

DISPOSITIONS AFFÉRENTES AU CODE DE LA VOIRIE ROUTIÈRE

Article R141-4

L'enquête publique prévue au deuxième alinéa de l'article L. 141-3 s'effectue dans les conditions fixées par la présente sous-section.

Un arrêté du maire désigne un commissaire enquêteur et précise l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations. La durée de l'enquête est fixée à quinze jours.

Article R141-5

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, l'arrêté du maire est publié par voie d'affiche et éventuellement par tout autre procédé.

Article R141-7

Une notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie est faite aux propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception lorsque leur domicile est connu ou à leurs mandataires, gérants administrateurs ou syndics.

Lorsque leur domicile est inconnu la notification est faite, le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural.

Article R141-8

Les observations formulées par le public sont recueillies sur un registre spécialement ouvert à cet effet. Ce registre, à feuillets non mobiles, est coté et paraphé par le commissaire enquêteur.

Article R141-9

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est clos et signé par le commissaire enquêteur qui dans le délai d'un mois transmet au maire le dossier et le registre accompagnés de ses conclusions motivées.

G) ANNEXES

ANNEXE 1 – PROPRIETAIRES RIVERAINS

La liste des propriétaires mentionnés dans le présent dossier provient du Serveur Professionnel des Données Cadastreales (SPDC), auquel ont accès notamment les notaires et les géomètres-experts, dans leur mission de délégation du service public.

L'ensemble des parcelles concernées sont détenus par « les copropriétaires des parcelles AA 136 – 176 – 233 – 423 » s'agissant de la copropriété du lotissement.

ANNEXE 2 – ETAT PARCELLAIRE

ETAT PARCELLAIRE

TABLEAU DES TERRAINS A RETROCEDER (CLASSEMENT DE VOIRIE)

Commune de : PONT A MARCQ

N° du PLAN	PROPRIETAIRES INSCRITS A LA MATRICE CADASTRALE	INDICATIONS CADASTRALES		Contenance cadastrale portée à la matrice cadastrale	Nature de l'emprise et classe	SURFACE A RETROCEDER	NOMS, PRENOMS DES PROPRIETAIRES ACTUELS OU PRESUMES TELS	Noms et adresses des locataires	SURFACES RESTANTES	OBSERVATIONS
		Section	N°							
	LES COPROPRIETAIRES DES PARCELLES AA 136 176 233 423	AA	136	18m ²	Voirie	18m ²				
		AA	176	473m ²	Voirie	473m ²				
		AA	233	211m ²	Voirie	211m ²				
		AA	423	7155m ²	Voirie	7155m ²				
	Total à rétrocéder					7857m ²				

Dossier n°125244

SELARL ESTADIEU -- GEOMETRES-EXPERTS 5bis rue Armand Carrel 59000 LILLE

ANNEXE 3 - DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL



CONSEIL MUNICIPAL du mercredi 1^{er} octobre 2025

Envoyé en préfecture le 03/10/2025

Reçu en préfecture le 03/10/2025

Publié le

Pont-à-Marcq 

ID : 059-215904665-20251003-D2025_10_01_06-DE

L'an deux mil vingt-cinq, le 1^{er} octobre, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de Pont-à-Marcq, par convocation en date du vingt-cinq septembre deux mil vingt-cinq, s'est réuni en Mairie de Pont-à-Marcq, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Sylvain CLEMENT, Maire de Pont-à-Marcq.

La convocation a été affichée sur l'écran d'affichage numérique de la mairie le vingt-cinq septembre deux mil vingt-cinq.

Présents : Sylvain CLEMENT, Fernand CLAISSE, Albertina MEIRE, Olivier FRANCKE, Anne-Marie DYRDA-LOYEZ, Pascale DEFFRENNES, Fabrice BLONDEL, Laurent DARRAS, Laurence DATH, Sophie DUGRAIN, Guillaume CARDON, Séverine FLAMENT, Audrey DEMAÏN, Margaux LANGLANT (à partir de 19h08 délibération n°2), Philippe MATTON, Éric LAURENT, Frédéric BERNABLE, Laëtitia RENSKI, Lucile TYRAN.

Absents : Marie-Gaëtane DANION donne pouvoir à Sylvain CLEMENT, Jean-Marie PERILLIAT donne pouvoir à Fernand CLAISSE, Sylvain THULLIER donne pouvoir à Laurence DATH, Margaux LANGLANT donne pouvoir à Albertina MEIRE (de 19h00 à 19h08 heure de son arrivée).

Absent non excusé : Franck DENISE

Soit : 19 présents dont un retard, 3 absents avec pouvoir et 1 absent sans pouvoir.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance, il s'agit de Madame Albertina MEIRE.

Le quorum étant atteint, la séance est déclarée ouverte. La séance se déroule en présence de public.

L'assemblée est informée que la séance est enregistrée pour simplifier la réalisation du PV.

D2025-10-01/06 Rétrocession de la place Roland – cadre du transfert d'office

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code d'Urbanisme ;
Vu le Code de la Voirie Routière ;
Vu le Code Général de la Fonction Publique ;
Vu la Loi 83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
Vu la Loi du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales ;
Vu la Loi 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
Vu la Loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite Loi NOTRe ;

Considérant que le quartier dit et dénommé ci-après *Place Roland* (incluant la place Roland, la rue du Huit Mai, la rue du Commandant Bayard, les chemins du quartier) est une voie privée ouverte à la circulation publique pour laquelle la Commune entretient depuis toujours les éclairages publics et les espaces verts pour assurer un minimum de décence aux riverains ;

Voir le plan de principe en annexe n°6.

Considérant que le Conseil Municipal du 15 juin 2023 par la délibération D2023-06-15/12 Rétrocession des VRD et des espaces verts du quartier place Roland, a entériné le lancement de la démarche de rétrocession ;

Considérant que le Conseil Municipal 5 juin 2024 par la délibération D2024-06-05/03 Rétrocession des VRD et des espaces verts du quartier place Roland : approbation de la procédure de transfert d'office des voies et espaces communs dans la voirie communale, a approuvé la procédure de transfert d'office ; Monsieur le Maire ouvre le débat ;

Considérant que plus de 80% des riverains propriétaires de la place Roland ont donné un avis favorable à la démarche de rétrocession dans le domaine public ;

Considérant qu'il est urgent de procéder à cette rétrocession afin de pouvoir procéder à la réfection des voiries et des éclairages publics ;

Monsieur le Maire demande aux conseillers municipaux de bien vouloir :

- Approuver la mise en œuvre de la procédure de classement d'office dans le domaine public communal de la voie dénommée « Place Roland » ainsi que l'ensemble des réseaux publics desservant les voies ;
- L'autoriser à lancer l'enquête publique correspondante dont les modalités seront précisées par voie d'arrêté (date, lieu et horaire du déroulement de l'enquête) ;
- L'autoriser à signer tout acte et documents relatifs à la procédure ;

Les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité, approuvent les dispositions de la présente et autorisent le Maire.

Ainsi fait en séance les jour, mois et an que susdits,

Pour extrait certifié conforme à l'original,

Fait à Pont-à-Marcq le 03/10/2025,

Le Maire,

Sylvain CLEMENT



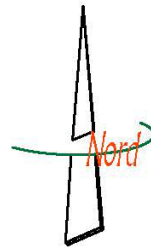
La secrétaire de séance,

Albertina MEIRE



Commune de **PONT A MARCQ**
Rue du Huit Mai 1945 / Place Roland
CADASTRE : Section AA

Plan PARCELLAIRE



ESTADIEU Antoine

Dossier n° 125244

Cr   en Octobre 2025

Echelle 1/1000

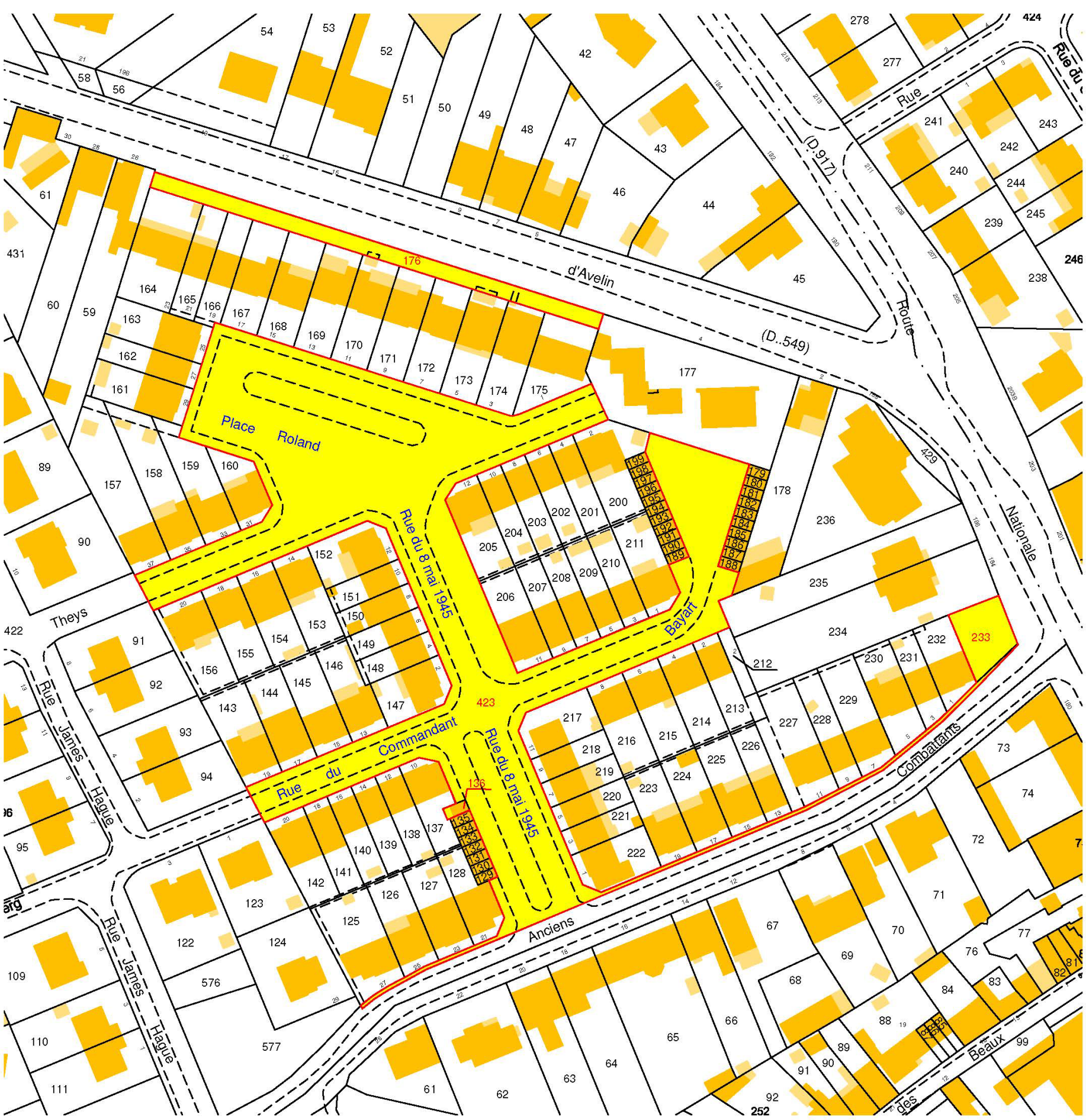
(1 cm pour 10m00)

Fichier : PARCELLAIRE.dwg

SELARL Antoine Estadieu - 5bis rue Armand Carrel 59000 LILLE

Tel 03.20.85.10.00 - Email : aestadieu@nordnet.fr

A	09/10/2025	Etablissement du Plan de rétrocession



VILLE DE PONT-A-MARCQ
DEPARTEMENT DU NORD
ARRONDISSEMENT DE LILLE



VILLE DE
PONT-A-MARCQ

Place du Bicentenaire – BP 5 – 59710
Tél. 03.20.84.80.80 – Fax : 03.20.84.84.10
contact@ville-pontamarcq.fr

Envoyé en préfecture le 21/11/2025

Reçu en préfecture le 21/11/2025

Publié le

ID : 059-215904665-20251120-ARRETE_2025_119-AR



Arrêté n° 2025/119 du Maire portant ouverture d'une enquête publique relative à un transfert d'office dans le domaine public communal

Le Maire de Pont-à-Marcq,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la voirie routière, notamment ses articles L.141-3 et R.*141-5 ;
Vu le Code de l'urbanisme, notamment son article L.318-3 relatif au transfert d'office ;
Vu la délibération du conseil municipal n° D2025-10-01/06 du 1er octobre 2025 par laquelle il a été décidé de lancer la procédure de transfert d'office des voies du lotissement Place Roland - rue du Huit Mai 1945,
Considérant que ces voies sont ouvertes à la circulation publique et entretenues par la ville ;
Considérant qu'il y a lieu de procéder à une enquête publique en vue du transfert d'office dans le domaine public communal des voies ;

ARRETE :

Article 1er – Objet de l'enquête

Il sera procédé à une enquête publique portant sur le transfert d'office dans le domaine public communal de des voies du lotissement rue du Huit Mai 1945 à Pont à Marcq incluant la Place Roland, la rue du Huit Mai 1945, le parking à l'angle de la rue Nationale et de la rue des Anciens Combattants, la parcelle AA 176 rue d'Avelin et la rue du Commandant Bayard.

Article 2 – Durée et lieu de l'enquête

L'enquête publique sera ouverte du lundi 8 décembre au lundi 22 décembre inclus, soit une durée de 15 jours, à la mairie de Pont-à-Marcq. Le dossier sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie. Le public peut également prendre connaissance des éléments du dossier par voie dématérialisée via le site Internet de la commune durant toute la durée de l'enquête publique : <https://ville-pontamarcq.fr>

Article 3 – Commissaire enquêteur

Mme Colette MORICE a été désignée en qualité de commissaire enquêtrice. Elle recevra le public à la mairie de Pont-à-Marcq :
- le samedi 20 décembre de 10h à 12h
- le lundi 22 décembre de 15h30 à 17h30

Article 4 – Observations du public

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations sur le registre d'enquête déposé en mairie ou les adresser par écrit à :

Mme la Commissaire Enquêtrice – Mairie de Pont-à-Marcq – Place du Bicentenaire - 59710 Pont-à-Marcq ou par mail à l'adresse enquetepublique@ville-pontamarcq.fr, en précisant dans l'objet « *transfert d'office place Roland et rue du Huit Mai 1945* ».

Article 5 – Publicité

Le présent arrêté sera publié par voie d'affiche à la mairie et sur les lieux concernés quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée, conformément à l'article R.*141-5 du Code de la voirie routière.

Article 6 – Clôture de l'enquête

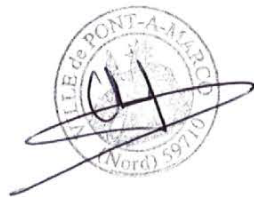
À l'expiration du délai, la commissaire enquêtrice transmettra au Maire le dossier accompagné de ses conclusions motivées.

Article 7 – Exécution

Le Maire et la commissaire enquêtrice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pont-à-Marcq, le 20/11/2025

Le Maire,



ANNEXE 6 - Attestations de publication et d'affichage




AFFICHAGE PORTE DE LA MAIRIE A COMPTER DU 21/11/2025



AFFICHAGE PLACE ROLAND A COMPTER DU 24/11/2025

INFORMATIONS



SOLIDARITE – CCAS

Une aide communale exceptionnelle est attribuée chaque année à 2 familles nécessiteuses et/ou méritantes. Les demandeurs doivent être domiciliés dans la commune depuis plus de 5 ans. Le dossier à remplir est à retirer à l'accueil de la mairie et devra être déposé complet pour le 28/11/2025.

[En savoir plus](#)



Saint Nicolas

📍 Inscrivez-vous à la Saint-Nicolas ! 📅 Samedi 6 décembre 2025 📍 Collège Françoise-Dolto

[En savoir plus](#)

Par arrêté n°2025-125, le Maire de Pont-à-Marcq a autorisé l'ouverture d'une enquête publique relative au dossier d'édification d'un nouveau bâtiment communal des vœux ouverte à la consultation publique de l'ensemble du Huit Mai 1945 (place Roland, rue du Huit Mai 1945, portant à l'angle de la rue d'Alsace et de la rue des Anciens Combattants, rue du Commandant Bayart).

L'enquête se déroulera du lundi 8 au vendredi 22 décembre 2025, à la mairie de Pont-à-Marcq, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Mme Catherine MORAUX, déléguée communale en charge, recevra le public à la mairie :
- le samedi 29 décembre de 16h à 17h
- le lundi 22 décembre de 15h30 à 17h30

Pendant la durée de l'enquête, le dossier pourra être consulté par le public en mairie et sur le site internet de la ville de Pont-à-Marcq. Le public pourra également se renseigner sur le dossier sur le site internet de la commune. Les adresses pour aller à la Mairie Communale sont : Mairie de Pont-à-Marcq - Place du Bartenneux - 59130 Pont-à-Marcq ou par mail à l'adresse : enquetepublique@ville-pontamarcq.fr en précisant dans l'objet « enquête d'office place Roland et rue du Huit Mai 1945 ».

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra ses conclusions au Maire.

ENQUETE PUBLIQUE POUR LE TRANSFERT D'OFFICE DU LOTISSEMENT DE LA PLACE ROLAND – RUE DU HUIT MAI – RUE DES ANCIENS COMBATTANTS – RUE DU COMMANDANT BAYART

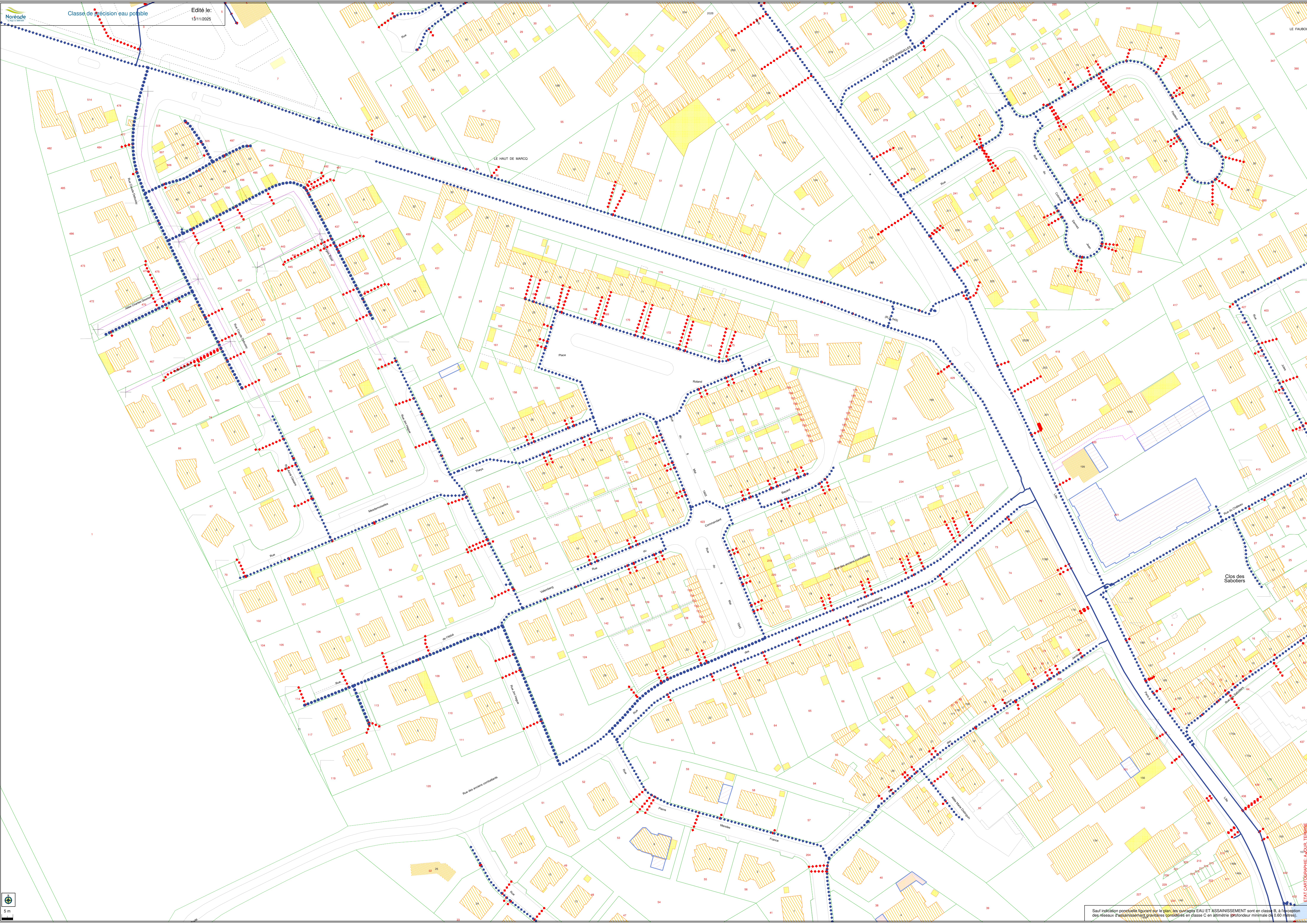
Enquête ouverte du 8 au 22 décembre 2025. Dossier complet à disposition en Mairie. La commissaire enquêtrice vous recevra en Mairie de Pont-à-Marcq :
- le samedi 20 décembre de 10h à 12h - le lundi 22 décembre de 15h30 à 17h30 Contributions par mail : enquetepublique@ville-pontamarcq.fr Contributions directes : en Mairie sur les horaires d'ouvertures et pendant la durée de l'enquête.

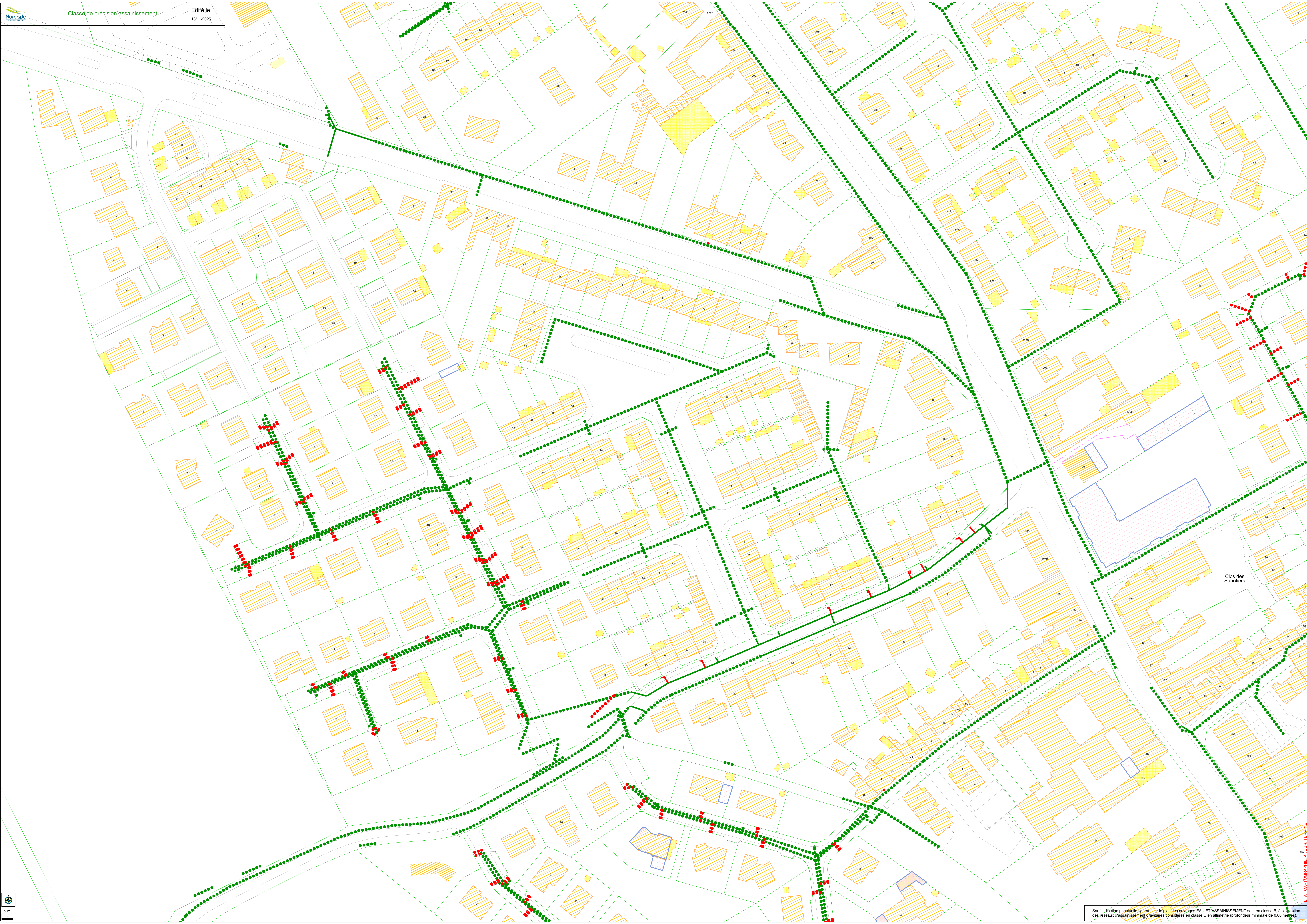
AFFICHAGE SUR LE SITE INTERNET DE LA VILLE

ANNEXE 6 : PLAN DES RESEAUX









Légende eau potable:

Conduite		Classe de précision (avec génératrice supérieure)		
		Classe A	Classe B	Classe C
d'eau potable				
d'eau potable en terrain privé				
de branchement				
non Noréade				
abandonnée				
vidange ouvrage				
Bouche Incendie		Robinet de branchement		
BU-BE		Existant		
Cône de réduction		Imprécis		
Compteur abonné		Robinet vanne		
En poly		Sous bouche à clé		
En plomb		Sous regard		
Non renseigné		Non Noréade		
Compteur général		Sation de reprise		
Décharge		Ventouse		
Décharge sous regard		Ventouse sous regard		
Forage		Purge		
Poteau Incendie		Purge sous regard		
Poteau non Noréade		Réservoir Incendie		
Réservoir				

Fourreaux		Classe de précision		
		Classe A	Classe B	Classe C
Noreade - Telecom				
Noreade - Electricité				
Non Noreade - Telecom				
Non Noreade - Electricité				

Légende assainissement:

		Classe de précision (avec génératrice supérieure)		
		Classe A	Classe B	Classe C
Conduite				
d'Eau pluviale				
d'Eau usée				
Unitaire				
Non identifié				
Pseudo-séparatif				
de Refoulement				
de branchement				
non Noréade				
abandonnée				
Regard de visite		Position précise imprécise		
Carré ouverture ronde				
Carré				
Rond				
Déversoir d'orage				
Carré				
Rond				
Regard borgne				
Grille				
Bordure avaloir				
Bouche d'égout				
Bassin de Lagunage				
Bassin de tamponnement				
Elément de station d'épuration				
Station d'épuration				
Station de refoulement				
Robinet vanne				
Ventouse				

Lotissement non rétrocedé

100 AC = Diamètre 100 amiant ciment

Plan édité le :
14/11/2025

Les réseaux susceptibles d'être présents sur le plan d'ensemble sont :
• Les réseaux aériens (uniquement sur ce plan)
• Les réseaux souterrains leur positionnement plus précis est détaillé dans la suite du document.
La majorité des branchements reliés à ces réseaux ne sont pas représentés sur ce plan.

Sur ce plan les ouvrages sont en classe C.
S'ils sont représentés dans les plans des réseaux souterrains, il faudra alors se baser sur la classification indiquée dans ces plans.

Emprise de vos travaux

Zone de Travaux Impactant le Sol

Réseau électrique

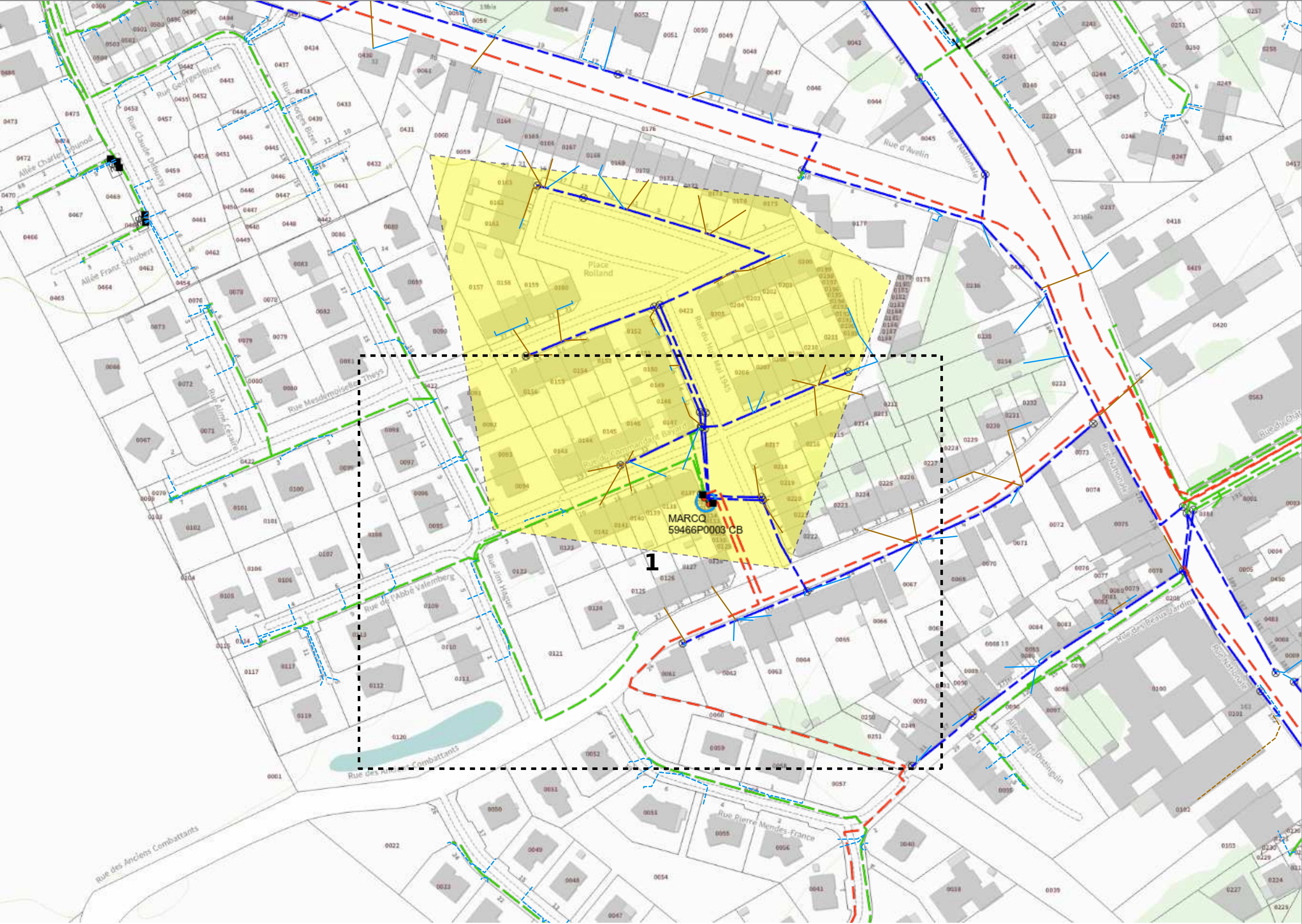
BT

Aérien
Torsadé
Souterrain

HTA

Aérien
Torsadé
Souterrain
Galerie

Pour plus de détails sur la compréhension de ce plan, voir la notice jointe « Lire et Comprendre un plan Enedis ».



Plan édité le :
14/11/2025

1- Les branchements ne sont pas systématiquement représentés.
2- A titre indicatif et sauf mention expresse, les ouvrages souterrains ont été construits à une profondeur moyenne de 0,65 m sous trottoir ou accotement et de 0,85 m sous chaussée.
Attention, le nivellement du sol a pu évoluer dans le temps.
3- Les ouvrages occupent généralement une profondeur moindre au niveau de la remontée vers les affluents (coffrets, poteaux,...).
4- Des ouvrages peuvent être absents de ce plan même s'ils sont représentés dans le plan d'ensemble des réseaux en classe C.

Basse Tension (BT)		
Classe	Réseau	Branchements
A		
B		
C		

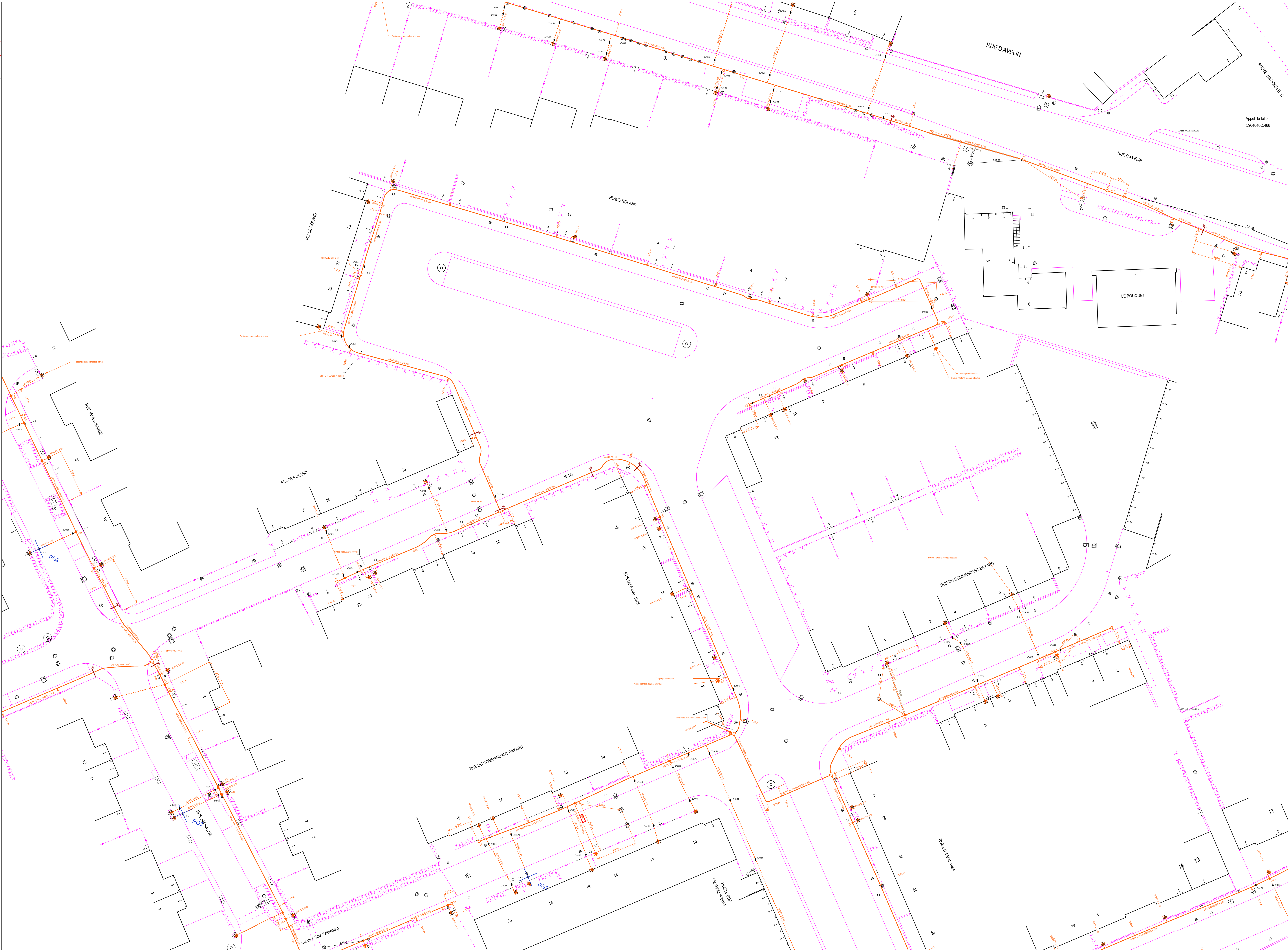
Haute Tension type A (HTA)	
Classe	Réseau
A	
B	
C	

Pour plus de détails sur la compréhension de ce plan, voir la notice jointe «Lire et comprendre un plan Enedis».

Au moins un réseau est aboussi dans les plans de détails.

Coordonnées des 3 points
PCRS Image : METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE(2020)
PR1 : 3.110206;50.523014
PR2 : 3.108196;50.52359
PR3 : 3.109997;50.52389





Appel le folio
5904040C.466